

1992

Le Groupe de recherche sur l'opinion publique ¹ a été créé en réaction au constat que les forces souverainistes n'établissaient leur stratégie à l'hiver 1992 que sur la tenue de huit groupes de discussion (*focus groups*), tandis que le camp fédéraliste investissait plusieurs centaines de milliers de dollars en recherche quantitative.

Lors d'une rencontre dans un hôtel de Dorval réunissant les chefs de file de *Mouvement Québec*, la présentation de travaux portant sur l'état de l'opinion publique inquiéta Pierre Noreau, alors directeur général intérimaire du MNQ, et le soussigné, à ce moment directeur des communications à la SSJBM.

Il fut aussitôt convenu de mettre en place un comité formé de spécialistes souverainistes afin d'amorcer un programme de recherches ayant pour but de modéliser l'opinion publique sur la question constitutionnelle. Ayant été responsable de la logistique des sondages thématiques réalisés par le PQ entre 1977 et 1979, le soussigné reprit contact avec des membres du comité ad hoc ayant collaboré à ces recherches préparatoires au référendum de 1980. Édouard Cloutier, devenu entre-temps directeur du département de sciences politiques de l'Université de Montréal, déclina l'invitation. Cependant, il nous suggéra de contacter un jeune professeur de l'Université de Sherbrooke avec lequel il venait de publier un ouvrage sur la question nationale ², Jean-Herman Guay. Aussitôt contacté, celui-ci accepta. Pierre Drouilly, autre collaborateur chevronné du comité thématique, accepta de prêter concours. La permanence du PQ fut également approchée pour que Michel Lepage puisse se joindre au comité. Pierre Boileau, directeur général,

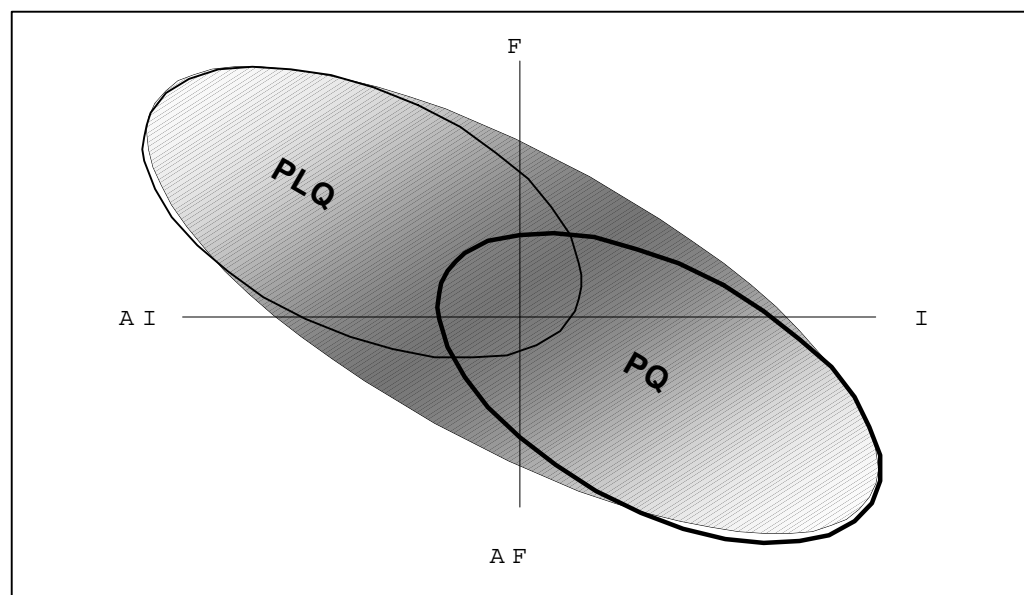
¹ Le GROUPE a été formé dans le but de développer des outils d'analyse de l'évolution de l'opinion publique québécoise. Les membres en sont Pierre Drouilly, mathématicien et sociologue spécialisé dans les questions électorales, professeur à l'Université du Québec à Montréal, Jean-Herman Guay, politologue spécialisé en analyses quantitatives, professeur à l'Université de Sherbrooke, Jean Noiseux, sociologue, président de Sondagem inc., Pierre-Alain Cotnoir, éthologue, et Pierre Noreau, politologue, professeur au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal.

² Il s'agit du livre *Le Virage*, Québec/Amérique, 1991

refusa que Michel Lepage collabore de quelque manière que ce soit aux travaux de l'équipe en voie d'être formée. Il nous suggéra plutôt de faire appel à Jean Noisieux qui venait d'offrir ses services professionnels au PQ et avec lequel il ne savait que faire.

Dès les premières rencontres, tenues dans un local au sous-sol du MNQ, nos échanges portant sur le positionnement de l'opinion publique en regard de la question constitutionnelle firent rapidement consensus. Tentons de résumer en quoi il consistait à l'aide du premier graphique.

Transposons sur un plan cartésien les électeurs québécois en les positionnant selon l'ordonnée décrivant la dimension pro-fédéraliste (F) jusqu'à anti-fédéraliste (AF) et l'abscisse la dimension pro-indépendantiste (I) jusqu'à anti-indépendantiste (AI). Ces dimensions illustrent la perception globale des enjeux, des individus et leurs appartenances culturelles. Caricaturalement, un fédéraliste à l'extrême de la distribution percevrait un séparatiste de l'autre extrême comme ne pouvant être qu'un professeur de CÉGEP barbu se promenant en Renault 5! Les électeurs se distribuent le long d'un nuage de points traversant en diagonale ce plan cartésien.



Graphique 1

Un premier contingent d'électeurs est facilement identifiable par sa vive opposition à l'endroit des indépendantistes et son fort attachement vis-à-vis du Canada tel qu'il est. Ce sont essentiellement des tenants du statu quo constitutionnel. Un deuxième contingent lui fait face, composé d'électeurs farouchement anti-fédéralistes et pro-indépendantistes. Entre ces deux extrêmes, on trouve la majorité des électeurs oscillant entre le statut particulier pour le Québec et la souveraineté-association, formant ce que les sondeurs appelaient alors le *marais*. Car, ces électeurs sont difficilement classifiables sur la seule base des variables socio-démographiques (c-à-d âge, sexe, etc.) selon qu'ils penchent en faveur de la souveraineté-association ou du statut particulier. Évidemment, le premier contingent avec une partie du *marais* constitue la base électorale du PLQ, tandis que le deuxième contingent complété de l'autre partie du *marais* forme celle du PQ.

Or, il fallait trouver un moyen pour identifier, avec une certitude élevée, les électeurs du *marais* susceptibles d'appuyer le OUI ou le NON lors d'un éventuel référendum. Le livre de Cloutier, Guay et Latouche qui venait alors d'être publié fournissait des pistes intéressantes. Deux variables intermédiaires corrélaient avec la dimension constitutionnelle : la pratique religieuse des répondants et l'intérêt pour les questions d'actualité. Ces résultats cadraient bien avec les théories récentes en matière de transmission culturelle qui postulaient l'existence de facteurs facilitant ou inhibant la transmission des traits culturels. L'équipe se mit à la recherche d'échelles de mesure lui permettant d'identifier de tels facteurs.

Allons-y d'une description tirée du sens commun pour illustrer ce que signifie l'existence de telles divisions au sein d'un groupe culturel. Tous les adolescents utilisent des sobriquets pour décrire l'appartenance de leurs pairs à différentes sous-cultures. Il y avait autrefois, les *rockers*, les *modes*, les *hippies*; de nos jours, il y a les *punks*, les *hip-hop*, les *technos*, etc. Ces étiquettes renvoient à un ensemble de traits communs qui unissent les gens composant ces groupes. Ces traits touchent tant l'habillement que les attitudes ou les perceptions. De manière analogue, la culture d'une société peut être segmentée en fonction de son hétérogénéité culturelle. Pensons au personnage d'Elvis Gratton!

De façon plus systématique, il fallait trouver une méthode validée scientifiquement qui nous permettrait d'identifier des facteurs d'appartenance aptes à classer les répondants selon l'axe constitutionnel.

Ce fut Jean Noiseux qui trouva l'échelle appropriée. La *National Involvement Scale* développée en 1966 par les chercheurs américains Katz et Khan³ s'avérait riche en promesses. Encore fallait-il l'adapter au contexte québécois, ce qui n'avait jamais été fait, mais aussi, nous devions la rendre utilisable lors d'un sondage téléphonique.

Il ne suffisait pas d'avoir en main une heuristique de recherche intéressante, nous devions aussi trouver les ressources pour mener à terme un sondage permettant de vérifier nos hypothèses. Or, les frais inhérents à un tel terrain doivent être évalués ainsi : 1\$ la minute d'entrevue fois le nombre de répondants, simplement pour rencontrer les coûts de revient. Bref, compte tenu de la longueur anticipée du questionnaire et du nombre requis de répondants pour atteindre une certaine précision de mesure (environ 1000), nous devions prévoir entre 12 000 \$ et 15 000 \$ de frais de base. Comment financer une telle opération?

C'est alors que l'expérience acquise lors de la production d'une série radiophonique intitulée *Le Québec et son avenir* s'avéra utile. Nous allions adopter la même stratégie. C'est à dire solliciter l'ensemble des partenaires du *Mouvement Québec* afin qu'ils contribuent à cette recherche. Comme la plupart de ceux-ci commandent également des questions dans des sondages *omnibus* pour leurs fins propres, nous leur avons donc proposé de mettre ces questions dans un sondage thématique où les réponses à leurs questions demeureraient confidentielles, mais où la mise en commun servirait à financer une recherche permettant d'aller plus loin dans notre compréhension de l'opinion publique en regard de la question constitutionnelle et tout ça pour un tarif inférieur à celui habituellement demandé par les firmes de sondages. La plupart acceptèrent le projet soumis... sauf le PQ.

³ Katz, D. and Khan, R. *The Social Psychology of Organizations*, New-York: Wiley, 1966.

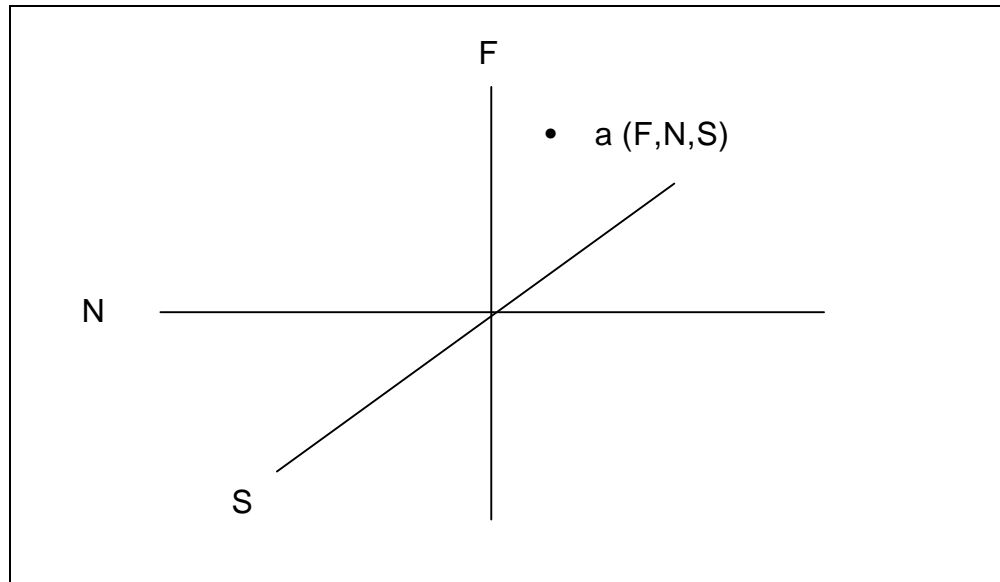
Nous avons maintenant une flèche dans notre carquois. Il ne fallait pas rater la cible!

Mais nous n'avions pas de firme à laquelle confier le terrain. La marge de profit demandée par les maisons de sondage ne nous permettait pas de financer l'opération. Qu'à cela ne tienne, nous allions créer notre propre firme de sondage, *Sondagem inc.* La nouvelle compagnie de sondage incorporée au nom de Jean Noiseux ne disposant pas encore d'une centrale téléphonique, c'est la SSJBM qui nous donna accès à ses 12 lignes téléphoniques afin de permettre aux téléphonistes recrutés de mener à terme, de soir et en fin de semaine, notre tout premier terrain.

Le questionnaire contenait des énoncés tirés de l'échelle de Katz et Khan qui se lisaient ainsi:

- Il n'y a rien de mal à ne pas déclarer certains revenus personnels sur son rapport d'impôt à condition de ne pas se faire prendre
- La société doit d'abord permettre à ses citoyens de s'enrichir monétairement
- Si on cessait de critiquer sans cesse nos gouvernements, ça irait déjà beaucoup mieux
- Les gens d'aujourd'hui n'ont plus aucun respect pour notre histoire

Ce qui nous value d'être rapidement traité de pelleteux de nuages par certains apparatchiks.

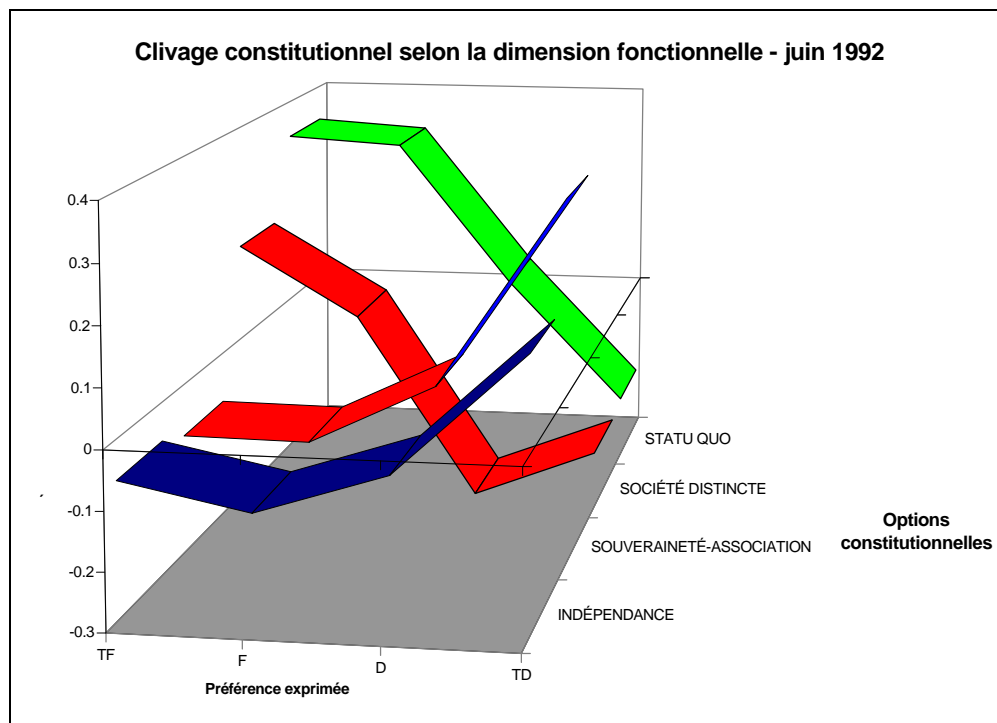


Graphique 2

Nous avons mené le terrain au cours de juin 1992, puis entrepris aussitôt d'en analyser les résultats. À notre très grande satisfaction et, faut-il le dire aussi, soulagement, l'analyse factorielle des réponses à l'échelle de Katz et Khan faisait apparaître, tel que prévue par la littérature, la présence de trois facteurs explicatifs. Des scores aux dimensions⁴ fonctionnelles (F), normatives (N) et symboliques (S) des répondants pouvaient être générés pour chacun d'entre eux. Ainsi, chaque répondant pouvait être positionné dans un espace tridimensionnel représentant les trois facteurs explicatifs de l'échelle (graphique 2) que nous avons rebaptisée *d'appartenance*. Mieux, on pouvait procéder à des analyses de variance pour vérifier les hypothèses associées à ces résultats.

Des nombreux résultats obtenus alors, l'un des plus frappants est illustré par le graphique 3. Nous étions parvenus en utilisant cette approche à développer une méthode permettant de classer sur la base de leur appartenance en sympathisants de l'un ou l'autre camp référendaire les répondants provenant du fameux *marais*.

⁴ La dimension symbolique décrit l'identification d'un individu à un ensemble de symboles renforçant le sentiment d'appartenance au groupe. L'aspect normatif décrit le niveau d'adhésion aux règles ou normes du groupe. Enfin, l'aspect fonctionnel concerne l'importance qu'accorde l'individu aux bénéfices matériels pouvant être obtenus par son adhésion au groupe.



Graphique 3

Mais ce n'était pas le seul aboutissement que nous désirions atteindre. Les recherches de Cloutier, Guay et Latouche avaient également permis d'identifier une caractéristique que nous jugions fort pertinente de l'électorat, la présence d'électeurs papillons: c'est-à-dire d'électeurs instables sur le plan de leur positionnement constitutionnel. En effet, ces auteurs avaient constaté que de nombreux répondants pouvaient avoir modifié leur opinion lorsqu'ils étaient réinterrogés au cours d'un second sondage mené auprès du même échantillon (méthode *panel*).

Pour mesurer un tel phénomène, il nous fallait pouvoir réinterroger nous aussi notre premier échantillon. C'est ce que nous avons pu entreprendre dès le mois d'août de la même année toujours en faisant appel à la générosité des mêmes commanditaires.

Les résultats furent analysés à la fin d'août, séparément, sous la direction de Jean Noiseux à Montréal, et par Jean-Herman Guay à Sherbrooke. Une séance de présentation où étaient convoqués les représentants de tous les commanditaires des deux terrains, de même que plusieurs fonctionnaires du PQ eut lieu le 4 septembre 1992 à l'Hôtel des Gouverneurs de la Place Dupuis. Une vingtaine de personnes assistèrent à cette présentation. Pierre Boileau y avait délégué sa d-

rectrice des communications, Carole Lavallée. Des représentants des partenaires, plus intéressés par la remise sous pli des sections les concernant, assistaient nonchalamment à notre présentation. Celle-ci mettait pour la première fois ensemble les investigations réalisées par l'équipe de Montréal et celle de Sherbrooke. Il ne fallait surtout pas se contredire! Heureusement pour nous, les analyses découlant des deux méthodes (analyse factorielle et analyse de correspondance) s'emboîtaient parfaitement. Notre seule déception touchait la faible réceptivité que nous percevions de l'auditoire... il est vrai un peu assommé sous une avalanche de tableaux et de chiffres.

La présentation terminée, nous remballions notre matériel un peu désappointés par le peu de réactions du public quand un membre de l'assistance qu'aucun d'entre nous ne connaissait s'avança. Avec une expression enthousiasmée, il nous affirma que cela faisait plus de 10 ans qu'il recherchait ce genre de modèle, que pour lui de savoir que le OUI était à 42% ou à 44% importait peu, mais que d'avoir à se mettre sous la dent un modèle explicatif utilisable à des fins de communications l'emballait. Voyant bien que nous demeurions interloqués, il se présenta finalement à nous: Yves Dupré, président de BDDS, et responsable de la stratégie de communication pour le camp du NON dans le référendum déjà annoncé sur l'accord de Charlottetown. Il nous demanda de le rencontrer dès le lendemain à ses bureaux pour une discussion plus approfondie, en y apportant tout notre matériel.

Ce que nous avons fait. Peu de temps après la stratégie entière du camp du NON devait reposer sur la persuasion de la tranche des électeurs fonctionnels, papillons de nature, et susceptibles de basculer dans l'un ou l'autre camp. Prenant assises sur les caractéristiques de cette clientèle cible, le discours retenu devait être terre à terre, misant sur le caractère utilitaire de l'appartenance des électeurs ciblés.

Pour notre part, nous avons soumis le 9 septembre 1992 une proposition de suivi de la campagne référendaire qui fut acceptée et nous permis d'aller plus loin dans notre compréhension de l'opinion publique en regard de la question nationale. Le coeur de notre proposition se lisait ainsi :

II. Objectifs de la proposition.

L'objectif principal poursuivi dans le cadre de la présente proposition est de développer et d'exploiter des outils d'analyse prospective et rétrospective des changements d'opinion, utilisable d'ici à la fin de la campagne référendaire.

Plus spécifiquement, les études d'opinion que nous nous proposons de réaliser permettront un meilleur suivi du déroulement de la campagne et une meilleure évaluation de l'efficacité de la stratégie communicationnelle utilisée par l'un et l'autre camp.

III. Cette initiative permettra d'évaluer :

- a. l'impact des thèmes et arguments véhiculés par chaque camp;
- b. l'efficacité de leurs porte-parole;
- c. le changement d'opinion en fonction du profil culturel (normatif, fonctionnel et symbolique) des répondants, de leur appartenance partisane et de leurs caractéristiques socio-économiques.

Le magazine *Info-Presse*, revue spécialisée à l'intention des communicateurs et publicistes, devait consacrer un numéro spécial, en décembre 92, au traitement de la campagne référendaire où l'on affirmait que celle gagnante du camp du NON avait été établie sur une approche fort novatrice développée par le PQ (sic). Le travail réalisé allait servir pour la deuxième partie qui s'annonçait déjà, la campagne électorale fédérale.

1993

Le GROUPE devait soumettre en mars 1993 une proposition de recherche où l'échantillon serait en grande partie constitué des répondants aux sondages de l'automne 92. Ce premier sondage devait être suivi d'une deuxième phase où un nouvel échantillon devait être interrogé à deux reprises (méthode *panel*).

Le retour sur l'échantillon de l'automne se fit en juin 1993. Ce premier sondage permit d'identifier le premier groupe cible de la campagne. Nous écrivions alors dans le rapport du terrain en parlant des répondants ayant voté NON au référendum d'octobre 92, mais s'appêtant à appuyer le PC:

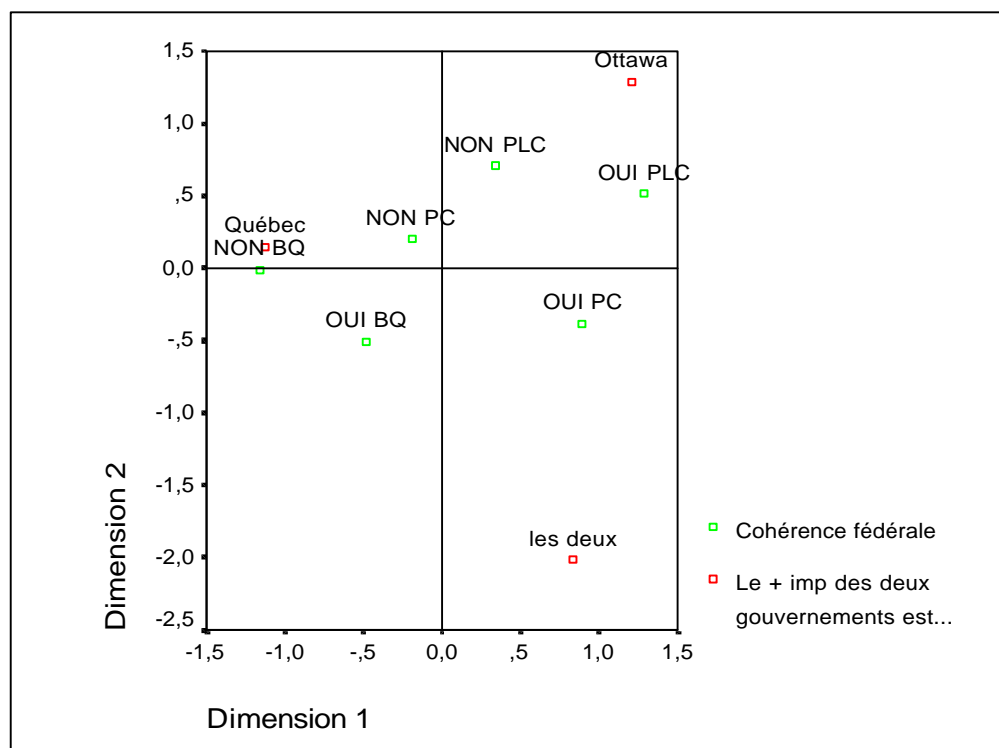
Comptant pour environ 16% de l'électorat, il se montre ouvert aux changements constitutionnels, exprime une critique modérée du régime fédéral et demeure plus ou moins optimiste sur les chances de renouveler le fédéralisme canadien. Relativement peu intéressé par le domaine politique, il n'exprime pas une opinion tranchée à l'encontre de la présence du BQ sur la scène fédérale, croyant toutefois peu à son efficacité. Ce groupe est cependant sensible au fait que le BQ ne peut pas prendre le pouvoir. Les préférences constitutionnelles de ce groupe en font une cible de choix dans le débat électoral qui vient: c'est vraiment là que demeure le noyau des partisans d'une troisième voie. Notons qu'ils sont néanmoins plus près de la souveraineté-association que les répondants appartenant au second groupe cible (NON PLC). Finalement leur allégeance partisane provinciale partagée entre le PQ et le PLQ montre hors de tout doute l'intérêt que nous aurions à chercher à les convaincre. Culturellement ce groupe présente un profil fonctionnel: se percevant comme plus indépendant que solidaire.

Il était donc envisageable, sur la base de cette segmentation, de viser environ la moitié de cet électorat, celui-ci se divisant à part égale entre le PLQ et le PQ.

Cependant, il fallait contourner un obstacle très terre à terre: ces électeurs jugeaient que le fait que le BQ ne pouvait espérer prendre le pouvoir constituait pour lui un handicap. On décida donc de miser sur une thématique associant le vrai pouvoir pour le Québec à la présence du BQ à Ottawa.

L'électorat de base du BQ au Québec tournait autour des 40%. L'objectif consistait à obtenir le soutien du plus grand nombre d'électeurs provenant du groupe cible. C'est le résultat qui fut atteint.

La dimension constitutionnelle était également abordée lors de la préparation de la campagne fédérale.



Graphique 4

Ainsi, nous avons soumis les regroupements de répondants que nous avons obtenus à une série d'énoncés portant tant sur l'importance respective des gouvernements que sur le partage des compétences entre Ottawa et Québec. Le graphique 4 illustre les regroupements obtenus en regard de l'importance perçue des deux ordres de gouvernement. On constate qu'autant la clientèle du BQ que le groupe cible (NON PC) accordaient plus d'importance au gouvernement du Québec, tandis que la clientèle du PLC comme les sympathisants conservateurs ayant voté OUI au référendum portant sur l'accord de Charlottetown favorisaient le gouvernement fédéral.

Cependant, notre intérêt principal consistait à raffiner le modèle que nous avons commencé à élaborer. Nous en avons donc profité pour poursuivre l'analyse d'un aspect important du modèle, l'instabilité d'opinion d'une part importante de l'électorat. Les conclusions furent publiées dans un rapport intitulé *La Mouvance* et déposé en novembre 1993. Dans ce rapport, nous analysions les transferts d'opinion survenus entre octobre 92 et juin 93 en regard des quatre options constitutionnelles, l'indépendance, la souveraineté-association, le statut particulier et le statu quo. Nous notions tout d'abord l'importance de ces transferts.

Pour l'énoncé portant sur l'indépendance, des changements d'opinion sont survenus, dans un sens ou dans l'autre, chez 20% des répondants. C'est près du quart des répondants qui manifestent un changement d'opinion en ce qui a trait à la souveraineté-association. Pour celui décrivant un quelconque statut particulier, 30% des répondants en ont modifié leur appréciation. Finalement, l'échantillon se répartit ainsi envers l'option du statu quo: 14% des personnes interrogées sont passées de défavorable à favorable tandis que 9% ont pris le chemin inverse. Nous assistons donc à des déplacements substantiels de l'électorat que reflètent bien imparfaitement les résultats livrés par des sondages menés auprès d'échantillons indépendants.

Puis, dans ce rapport, nous décrivons pour la première fois les principales caractéristiques des répondants instables:

Les répondants favorables à l'endroit de la souveraineté qui lui sont devenus défavorables quelques mois plus tard sont très majoritairement des gens qui étaient favorables à l'endroit du PQ et qui lui sont devenus défavorables après le même intervalle de temps. La question qui se pose immédiatement consiste à se demander qui précède quoi. La réponse nous est inspirée par ce que nous savons déjà au sujet des instables. Peu politisés et de type fonctionnel, ils présentent le profil même de personnes aptes à changer d'idées politiques essentiellement en fonction de leur appréciation ou de leur identification vis-à-vis des «porteurs d'idées».

Malheureusement, nous n'avons pas pu mener à terme le programme de recherche initialement prévu. Le deuxième terrain réalisé en août 93 devait être suivi par un retour sur celui-ci après la campagne électorale fédérale, opération devant être financée par le PQ. Elle fut annulée au dernier moment, la direction du PQ prétendant n'avoir pas à financer une opération liée à la campagne électorale fédérale.

Nous nous sommes donc rabattus sur la confection d'un nouveau rapport portant sur l'instabilité politique, n'ayant aucun moyen pour réaliser de nouveaux terrains. Le rapport, remis en avril 1994, s'intitulait [Les Nomades et les sédentaires](#) et réanalysait les données des sondages de 1992 et 1993. On pouvait y lire:

Les *Nomades* (NDA: les instables) réagissent tantôt en diapason avec les *Sédentaires* (NDA: les stables) péquistes tantôt en diapason avec les non-péquistes dans leurs perceptions des relations entre le Québec et le Canada. Ainsi, ils sont nombreux à estimer « que le Québec doit avoir plus de pouvoirs pour se développer » et « ce dont les Canadiens hors-Québec veulent, c'est plus de pouvoirs à Ottawa et ce que les Québécois désirent c'est plus de pouvoirs à Québec ». Cependant ils estiment comme les *Sédentaires* non-péquistes qu'il est malgré tout « possible de changer la constitution tout en satisfaisant le Québec et le Canada ». Cet espoir est peut-être basé sur le fait que, toujours comme les non-péquistes, ils ne croient pas que « le Québec puisse se développer sans le Canada ».

1994

La direction du PQ ne donna aucune suite aux propositions de recherche que nous lui avons soumises à la veille de l'élection provinciale, de sorte que c'est indirectement grâce à des contrats provenant de médias nationaux que nous avons pu poursuivre nos recherches.

L'étude des caractéristiques des répondants instables demeura au centre de nos préoccupations. Dans un rapport remis aux conseillers politiques de Jacques Parizeau en septembre 1994 et intitulé [Quelques considérations concernant la stratégie référendaire](#) nous écrivions:

Nos recherches ont démontré que l'issue du référendum appartient à un segment de la population caractérisé par un intérêt manifestement faible envers la politique et peu intéressé par l'actualité. On observe au sein de ce groupe des changements fréquents au niveau de l'adhésion aux partis et à leurs options constitutionnelles. En fait, la préférence momentanée envers un parti semble déterminer le choix de l'option constitutionnelle. Ce groupe est distinct des INDÉCIS en ce sens que ses membres manifestent des opinions politiques, mais celles-ci sont INSTABLES. Ce groupe compte entre 15% et 25% de l'électorat dépendant des sondages et des enjeux présentés. Sur le plan de la composition socio-démographique, il s'y trouve une sur-représentation de l'élément féminin, de la cohorte d'âge des 25-34 ans, des répondants ne possédant qu'une scolarité de niveau secondaire. Les personnes sans emploi ou ayant un emploi précaire sont également en surnombre au sein de ce groupe par rapport à l'ensemble de la population. Sur le plan constitutionnel, la majorité des répondants provenant de ce groupe adhèrent à l'opinion voulant que le Québec dispose de plus de pouvoirs. Les individus appartenant à ce groupe s'identifient majoritairement en tant que Québécois, mais cet attachement ne signifie pas qu'ils rejettent le cadre canadien. Ce sont des FONCTIONNELS pour qui l'appartenance à un groupe est avant tout liée aux avantages qu'apporte cette adhésion. Si nous poussons plus loin la description de leur profil psycho-culturel, nous pouvons émettre l'hypothèse que ce groupe se caractériserait par son pragmatisme ou, si l'on préfère, par un fonctionnement cognitif s'apparentant plus à la pensée formelle concrète qu'als-

traite. Cette propension ferait en sorte que des arguments de type abstrait comme des construits ou des syllogismes complexes recueilleraient très peu d'attention. Ce groupe est toujours disposé à donner une ultime chance à des négociations de renouvellement du fédéralisme pourvu qu'elles soient marquées par des gains pour le Québec. Il n'aime pas la chicane et recherche l'harmonie dans la grande famille à laquelle il s'identifie. Il s'indigne quand il la sent attaquée, mais retourne vite à ses préoccupations beaucoup plus terre à terre et immédiates.

L'analyse nous portait à lancer, dès ce moment, une mise en garde concernant la tenue d'un éventuel référendum.

Par ailleurs, les résultats de l'élection en termes de voix obtenues devraient inciter à la prudence les stratèges du nouveau gouvernement et leur éviter tout excès d'optimisme [...] Si nous supposons être en mesure de conserver l'appui obtenu lors du scrutin, nous pouvons dans une estimation maximale espérer aller chercher environ le tiers du vote du PADQ . En additionnant ces nombres, un grand total de 48% est envisageable [...] Un élargissement est donc nécessaire si nous récusons le scénario d'un référendum perdu. À mon avis, envisager un échec suivi d'un réalignement politique soulève plus de difficultés liées à la démobilisation issue de la défaite, ainsi qu'à l'adoption consécutive par le ROC de la ligne dure à l'égard du Québec.

Nous proposons plutôt la stratégie suivante:

Poursuivant le travail laissé en plan par Bélanger-Campeau, le Gouvernement du Québec forme une commission parlementaire élargie représentant tous les secteurs de la société sous la présidence d'une personnalité comme Claude Béland, Nicole Pageau-Goyette ou Louise Roy afin qu'elle propose, après une large consultation, à l'Assemblée nationale un projet politique et constitutionnel qui serait soumis à l'approbation des citoyens dans un référendum et également présenté au ROC.

«Entre ce qu'un parti préconise et ce qu'un gouvernement propose, il y a de l'espace». Le programme du PQ sert d'inspiration à la formulation d'un projet de règlement du dossier constitutionnel prenant pour assise la nécessaire souveraineté du Québec. Cette proposition provenant du Gouvernement du Québec est déposée à la commission qui l'utilise comme document de base afin d'entendre les prises de positions, propositions de bonification, etc. en provenance de tous les secteurs de la population. L'exercice prend la forme de la recherche d'un vaste consensus des forces vives du Québec afin d'en venir à la formulation d'une proposition qui serait déposée comme base de négociation avec le ROC.

La recherche d'un large consensus aurait comme conséquence que forcément la proposition qui en émergerait élargirait le projet politique issu du PQ. Elle aurait sans doute deux volets: une proposition d'ultimes négociations avec le ROC d'une plus large souveraineté du Québec à l'intérieur d'un Canada largement manié qui inclurait probablement des éléments provenant tant du Rapport Allaire

que des revendications traditionnelles (i.e. statut particulier). Ce premier volet réclamerait du ROC le transfert de pouvoirs importants vers le Québec, la reconnaissance de sa souveraineté dans des secteurs jugés primordiaux. Ce projet s'inspirerait autant du projet de souveraineté politique que d'association confédérale.

En cas de fin de non-recevoir du ROC ou d'échec des négociations, un deuxième volet serait alors mis en œuvre: l'accession du Québec à sa pleine souveraineté en dehors du cadre canadien.

La Commission fixerait un échéancier de discussions avec le ROC pour en venir à des propositions soumises à leur population respective. L'échéancier ne devrait pas déborder le calendrier initial.

Le référendum porterait sur le premier volet de la proposition CONSENSUELLE formulée par la Commission. La question pourrait inclure la mention du recours au deuxième volet en cas d'échec du premier.

Inutile de dire que cette proposition ne rencontra que quelques sourires en coin. Mais revenons à la démarche scientifique que nous avons entreprise plutôt qu'à ces déboires politiques.

Nous commençons à dessiner un portrait révélateur de cette tranche de l'électorat dont dépendait l'issue référendaire. Nous avons observé qu'il était composé en bonne partie d'un ensemble d'électeurs plus susceptibles que la moyenne de se retrouver dans des situations de précarité sociale. Quel impact pouvait avoir cette marginalisation sur leurs conduites politiques?

Cette question devait trouver son complément dans la commande que nous adressaient les SNQs, membres du MNQ, sur la vulnérabilité aux peurs de l'électorat. En effet, à l'automne 94, les membres de ces sociétés nationales nous démontrèrent une fois de plus la confiance qu'ils nous portaient en nous accordant les crédits requis pour réaliser un terrain d'envergure.

1995

La revue de littérature qui servit à la préparation de cette recherche mit en lumière une dimension qui se retrouve plus particulièrement chez des personnes se trouvant exclues des processus économiques et qui d'une certaine manière constitue le terreau d'une plus grande vulnérabilité aux arguments de peur. Cette dimension psychologique, c'est la solitude sociale (*social loneliness*). Or, comme

l'ont montré de nombreux travaux, celle-ci a des effets sur l'estime de soi et la perception de la valeur de ses propres opinions.

De nombreuses recherches nous permettent de lier le sentiment de solitude sociale avec plusieurs autres facteurs psychologiques rendant compte d'une plus grande vulnérabilité de l'individu aux diverses contraintes de la vie en société. Ainsi, une faible estime de soi corrèle fortement avec un fort sentiment de solitude sociale. Un sentiment élevé de solitude sociale est lié à une faible confiance dans sa propre opinion, à une inclination plus forte à ne pas faire état de sa propre opinion publiquement et à une tendance plus grande à adopter l'opinion perçue comme majoritaire au sein de son entourage. Un sentiment de solitude sociale accru concorde également avec une détérioration de la perception de son milieu. Finalement, la vulnérabilité à l'anxiété sociale est plus forte chez des gens manifestant un sentiment de solitude sociale élevé. Or, l'un des effets de l'anxiété sociale reste le développement d'un fort sentiment d'incompétence: l'individu, doutant de ses propres capacités à améliorer sa situation, évite systématiquement les possibilités de changement afin de réduire son anxiété, entrant alors dans un cercle vicieux sans fin.

Des études ont montré aux États-Unis que plus du quart de la population éprouve à des échelons différents un sentiment de solitude sociale. Intégrant ce bagage scientifique à notre modèle, nous formulons donc une série d'hypothèses qu'il s'agissait de vérifier sur le terrain. Le diagramme de la page suivante illustre le modèle proposé. Le terrain se déroula entre le 14 et le 24 janvier 1995, 1354 répondants furent rejoints. [L'analyse des résultats](#) révéla une forte convergence avec les principaux éléments du modèle proposé.

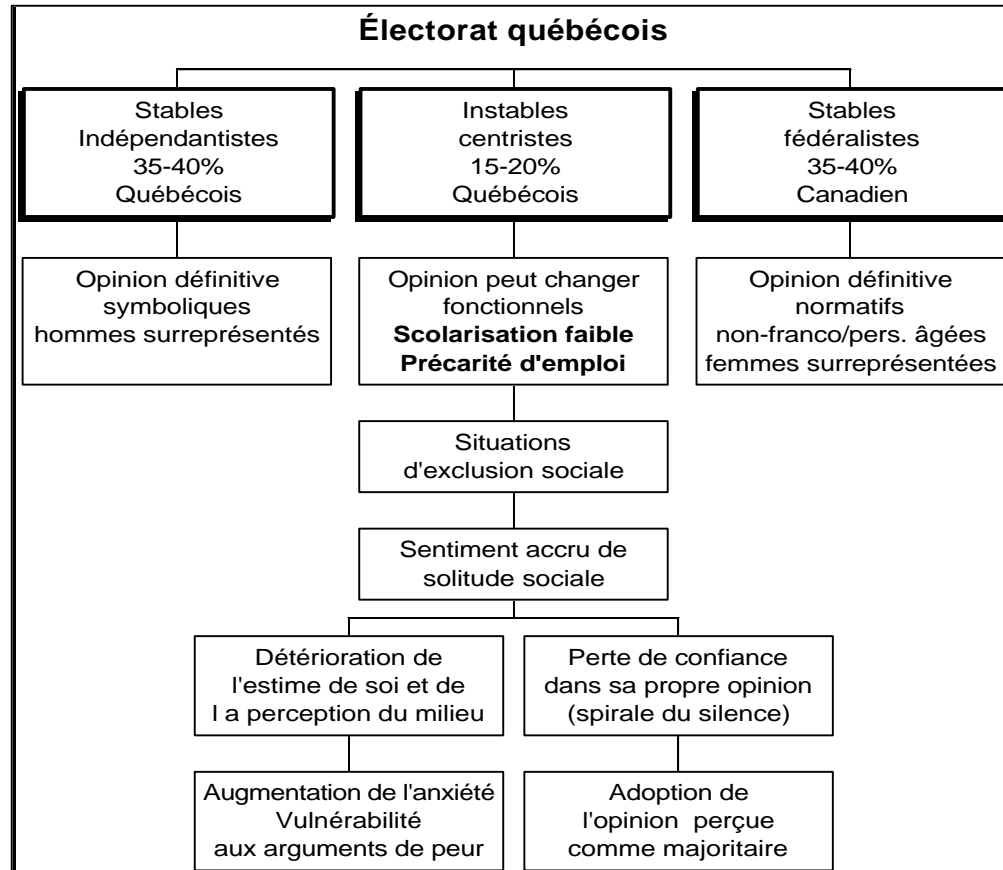
Les données convergent à l'effet que les répondants les plus fragiles socialement, les moins politisés, les moins intéressés par l'actualité, les plus confus dans leurs perceptions politiques, ressentent avec plus d'intensité la solitude sociale et concurrentement ont développé une plus faible estime d'eux-mêmes que les autres répondants. Par plusieurs de leurs caractéristiques, ces répondants correspondent également à la description des électeurs centristes. Or, c'est au sein de cette portion de l'électorat que domine la tendance fonctionnelle, la tendance normative dominant chez les fédéralistes et la tendance symbolique chez les souverainistes.

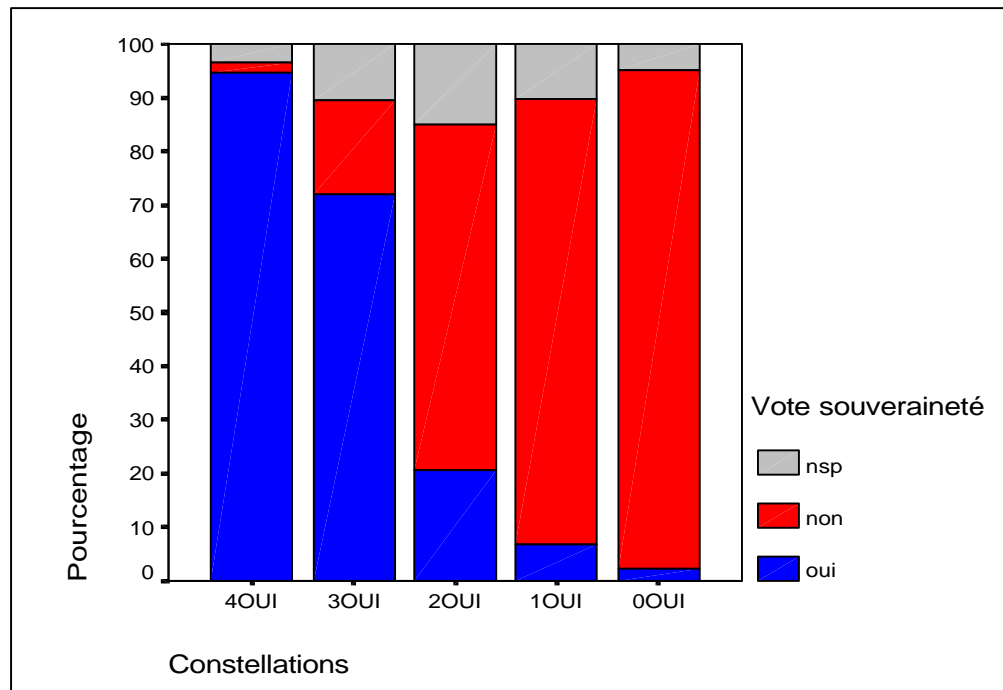
Mais, ce n'est pas que sur la dimension psychologique que nos travaux progressent, analysant quatre variables introduites dans le questionnaire afin de mesurer le niveau d'adhésion au projet souverainiste, Jean-Herman Guay proposa une méthode permettant de faire éclater les camps du OUI et du NON en strates plus fines.

Le graphique 6, tiré d'un [document](#) produit pour le cabinet du vice-premier ministre, illustre la pertinence de l'utilisation de ces cinq constellations.

Ces résultats arrivaient à point nommé. Deux sondages rendus publics en janvier 95, l'un pour le compte du *Conseil pour l'unité canadienne*, mené auprès de 10 000 répondants, l'autre pour la SRC, venaient de semer la consternation dans les officines du pouvoir à Québec dont les principaux conseillers avaient été convaincus un peu avant les Fêtes que le vent soufflait dans la bonne direction. En effet, des sondages internes euphoriques leur avaient laissé croire que le OUI menait désormais dans les intentions référendaires des électeurs car il aurait progressé de 1% à 1,5% par mois depuis l'élection du PQ en septembre 94.

La présentation de nos résultats eut lieu le jour de la Saint-Valentin devant un parterre mieux garni qu'en 1992 de fonctionnaires politiques du parti et du gouvernement. Peu de temps plus tard, le cabinet de Lucien Bouchard nous demanda de procéder à une démonstration privée des conclusions auxquelles nous menaient nos analyses.





Graphique 6

La principale conclusion avait trait au fait qu'en mettant à profit tant l'allégeance partisane que la popularité des chefs politiques le meilleur score qui pouvait être envisagé n'était que de 47%. Il fallait de toute urgence que le camp souverainiste revoie sa stratégie et qu'il procède à un virage politique lui permettant d'accroître son vote. C'est ce que nous allions chercher à démontrer aux conseillers de Lucien Bouchard au cours d'un long après-midi de mars 95.

La présentation qui fut faite aux proches conseillers du chef du BQ se résume par les points suivants, tirés d'un mémo transmis quelques jours après la rencontre:

- L'on peut représenter les tendances dans l'opinion publique par trois bassins d'attraction recouvrant les ferveurs souverainiste, fédéraliste et centriste.
- Deux lignes de délimitations déterminent les bifurcations possibles entre ces bassins.
- La première sépare la ferveur souverainiste des ferveurs fédéraliste et centriste. Elle peut se résumer par l'idée de "sortir du Canada".
- Chez les francophones, cette délimitation semble déterminer surtout par la crainte ou l'anxiété sociale produite par la combinaison des facteurs suivants:
 - confiance dans les capacités à long terme du Québec à être un pays souverain;
 - confiance dans les capacités de réalisation de la souveraineté;
 - admission du droit du Québec à se séparer du Canada.
- L'anxiété sociale générée par cette idée est fortement corrélée avec le sentiment de solitude sociale. La solitude sociale découle, dans bon nombre de cas, de situations favori-

sant l'exclusion sociale: c'est-à-dire des situations de dépendance sociale ou économique. Un fort sentiment de solitude sociale entraîne une détérioration de l'estime de soi et une perte de confiance dans sa propre opinion.

- Chez plusieurs, cette perte de confiance se traduit par l'adoption de l'opinion perçue comme majoritaire dans leur entourage.
- L'effet de ces facteurs est amplifié par des facteurs collatéraux jouant en quelque sorte un rôle de catalyseur des facteurs principaux: il s'agit de:
 - l'admission du constat d'échec du fédéralisme (encore faut-il nuancer entre l'échec du fédéralisme dans sa forme actuelle ou d'une éventuelle réforme susceptible de satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada).
 - la confiance accordée aux politiciens pour résoudre la crise constitutionnelle.
- La seconde délimitation sépare la ferveur fédéraliste des ferveurs souverainiste et centriste. Elle peut se résumer par l'idée de prépondérance accordée à l'État québécois.
- Elle a pour trame de fond la perception de primauté de l'État québécois sur l'État fédéral: la population francophone désirant donner au premier plus de responsabilités politiques.
- Elle semble nourrie par le sentiment d'appartenance amenant les francophones à considérer le Québec comme le lieu d'expression de leur peuple ou de leur nation tandis que le Canada s'apparente plus pour eux à un cadre politique.
- Il s'agit évidemment pour le camp du OUI d'amener le groupe des centristes à l'appuyer.
- Pour y arriver, il faut faire disparaître la ligne de bifurcation présente entre les ferveurs souverainiste et centriste tout en accentuant celle délimitant la ferveur fédéraliste des ferveurs souverainiste et centriste. Autrement dit, faire disparaître la crainte ou le rejet inspirés par l'idée de " sortir du Canada " tout en amplifiant l'idée de " prépondérance de l'État québécois ".
- Il est évident que, pour obtenir l'effet recherché auprès de l'opinion publique, simplement axer la stratégie et le plan de communication sur l'association économique ne suffirait pas à atténuer ou à faire disparaître la démarcation entre la ferveur souverainiste et les deux autres: la polarisation de l'électorat s'établissant sur le fond de l'option plutôt que sur certaines modalités accessoires. Pour les mêmes raisons, toutes reformulations de la question avec des appendices (ex. référendum sur la souveraineté précédé d'une période pour une ultime offre de renouvellement du fédéralisme) ne touchant pas directement le fond de l'option n'auraient pas l'effet escompté.
- Pour qu'il y ait impact sur l'opinion publique, il faut un changement de cap suffisamment fort pour que la vision manichéenne de la menace séparatiste devienne à toute fin pratique caduque, que ce changement soit perçu autrement que comme une nouvelle astuce.
- Il faut que ce changement de cap soit justifié par des impératifs supérieurs à ceux d'un seul parti, que le premier ministre en sorte grand en tant que chef d'État plutôt que simple chef de parti. Un véritable " Je vous ai compris " adressé à la population s'impose donc.

Bien des scénarios peuvent être envisagés pour mettre en œuvre ce réalignement politique. Mais je dirais que, somme toute, le gouvernement fédéral a bien plus à craindre d'un consensus ralliant une majorité claire dans un référendum que le projet souverainiste dont il sait qu'il ne rallie actuellement pas la pluralité de voix nécessaire.

C'est Pierre Drouilly qui se chargea d'élaborer la proposition qui fut transmise non seulement aux conseillers de Lucien Bouchard, mais aussi à de nombreux conseillers du gouvernement Parizeau.⁵

Lors de l'ouverture du congrès du BQ tenu le 7 avril 1995, l'un des proches conseillers de Bouchard devait venir dire à Pierre Drouilly et au soussigné de bien écouter le discours d'ouverture car il mettrait en application les recommandations formulées. Au cours de la même soirée, Normand Brouillette, secrétaire du comité technique, nous donna d'urgence rendez-vous pour le lundi suivant afin que notre petite équipe puisse aller de l'avant avec un retour sur l'échantillon. Ce deuxième terrain avait pour but de compléter le travail amorcé en janvier avec les objectifs suivants:

Le sondage a montré également que trois autres variables déterminaient le choix référendaire des répondants: les deux premières se résument dans le sentiment de confiance envers les capacités du Québec pour réaliser la souveraineté ou pour être un pays souverain, la troisième concerne le droit du Québec de « se séparer ». Les réponses à ces trois variables prédisent avec précision le choix référendaire tel qu'il se formule dans l'avant-projet de loi. Cependant, elles ne permettent pas de déterminer la marge d'ouverture qu'offriraient différentes alternatives à l'avant-projet de loi. Plusieurs de celles-ci ont déjà été mises de l'avant sur la place publique. Nous estimons qu'il est impérieux d'évaluer les gains que permettent ces différents scénarios dans chacun des segments de l'électorat, allant d'une emphase mise sur l'association économique et politique jusqu'à une récupération de pouvoirs sectoriels. Nous pourrions ainsi évaluer l'impact des différentes conjectures se situant entre ces deux bornes: ex. véritable confédération, traité d'une nouvelle union politique, rapatriement des impôts, des taxes et de toutes les juridictions originellement de compétence provinciale ou jugées primordiales au développement du Québec, d'un ensemble limité de compétences soit par secteur entier (ex. économique) ou par dossier (ex. formation de la main-d'œuvre et emploi) etc. Nous verrons apparaître les lignes de fracture dans l'opinion publique plus particulièrement au sein du groupe des centristes, ce qui permettrait d'établir les choix stratégiques en toute connaissance de cause. Nous pourrions évaluer les réactions des différents segments de l'électorat à différentes ébauches du virage anticipé.

Le terrain mené dans la deuxième quinzaine d'avril devait donner lieu à la remise en mai d'une liasse imposante de rapports analysant les différentes facettes de l'enjeu référendaire et qui, plus tard, serviraient largement à la préparation de la

⁵ Malheureusement, le château-fort souverainiste s'apparant parfois plus à une maison de verre qu'à autre chose, le document devait fuir dans *La Presse*.

campagne de communication du référendum. Une interrogation surgissait de ces analyses. Comment allaient se comporter les électeurs discrets? C'est dans ce sens que notre équipe déposa au début de l'été une proposition de recherche dont voici quelques extraits:

Au cours des prochaines semaines, les sondages mettront, après répartition proportionnelle des indécis, les options du OUI et du NON nez à nez au niveau des intentions préférendaires. Certains résultats bruts favoriseront même les tenants du OUI par une marge de plusieurs points.

Ces résultats encourageants risquent d'embuer la vue des décideurs, ceux-ci y voyant les signes d'une nette progression des forces du OUI. Dans ces conditions, il est probable que l'on soit tenté de se lancer dans la course référendaire sans avoir bien pris le pouls de l'opinion publique [...]

Comme l'ont montré les travaux de Pierre Drouilly, les variations des intentions préférendaires en faveur du NON miroitent dans celles en provenance des électeurs indécis autant pour la période 1977-1980 que pour celle ayant précédé le référendum d'octobre 1992. Cette catégorie de répondants « indécis » est plutôt un refuge pour des électeurs portés à favoriser le NON. Ce sont en fait des électeurs « discrets » comme les appelle Pierre Drouilly.

Le corollaire à cette constatation veut que la barre du OUI soit sérieusement relevée avant qu'un feu vert puisse être envisagé pour une campagne référendaire gagnante. Afin de l'établir, il faut considérer la solidité des appuis obtenus en sus du noyau de base et évaluer dans quelle proportion ceux-ci se maintiendront en cours de campagne. Faut-il une marge de sécurité de quelques points? Et pour quelle proportion d'électeurs « indécis »?

Pierre Drouilly consacra ses vacances d'été à l'analyse rétrospective de plus d'une dizaine de consultations électorales et référendaires et des quelque 120 sondages les ayant accompagnés. Ses conclusions remises dès le début d'août 95 étaient limpides:

Comme nous ne connaissons pas la proportion de répondants discrets qui vont appuyer le OUI au prochain référendum, nous devons donc raisonner à partir d'hypothèses: une hypothèse optimiste postule que le tiers des répondants discrets votent OUI, une hypothèse réaliste postule que le quart des répondants discrets votent OUI, et enfin une hypothèse pessimiste postule que le cinquième des répondants discrets votent OUI. Ces hypothèses sont basées sur l'analyse des dix consultations antérieures, et notamment sur celle du référendum de 1980, et sur l'observation qu'actuellement l'effet "miroir" joue en faveur du camp du NON.

L'application de l'hypothèse réaliste par Pierre Drouilly aux deux derniers sondages ⁶ rendus publics après la signature de l'entente entre les trois chefs politiques donnait les résultats convergents suivants: 51-52% pour le NON et 48-49% pour le OUI.

Ces résultats serrés devaient amener l'auteur à formuler la conclusion suivante :

L'analyse que nous venons de faire essaie d'expliquer, dans le fond, pourquoi dans à peu près toutes les consultations depuis maintenant quinze ans, le sympathisant souverainiste a toujours un sentiment de déception. Au référendum de 1980, nous espérions au moins une nette victoire du OUI chez les francophones: ce fut à toutes fins utiles un match nul parmi les francophones, et un résultat global de 60 % à 40 % en faveur du NON. En 1992, nous espérions que le NON à Charlottetown obtiendrait au moins autant que le NON en 1980: il plafonna cependant à 56,7 %. En 1993, nous espérions que le Bloc québécois ferait au moins aussi bien que le NON à Charlottetown: il n'atteignit pas les 50 %. En 1994 enfin, nous espérions que le Parti québécois fasse au moins aussi bien que le Bloc québécois: il n'atteignit pas les 45 %, quelques 15.000 voix à peine en avance sur le Parti libéral. Bien entendu, la polarisation linguistique du vote donne un bonus au camp fédéraliste et impose un lourd handicap au camp souverainiste. Mais même en tenant compte de cette polarisation, on a toujours l'impression que le vote souverainiste est comme ralenti par une force d'inertie qui freine son élan, tel que le mesurent les sondages en campagne électorale. C'est le comportement des répondants discrets qui nous semble aujourd'hui la meilleure explication de ce sentiment étrange que les soirées électorales provoquent auprès des sympathisants souverainistes, même lorsqu'ils gagnent, comme en 1992 ou en 1994.

En analysant l'évolution de l'opinion publique depuis un an, et en particulier les électeurs discrets, nous avons acquis l'intime conviction que les conditions ne sont pas réunies pour être raisonnablement assurés d'une victoire du OUI. Nous avons même acquis l'intime conviction que le OUI se dirige vers une défaite à peu près certaine.

Ce cri d'alarme et la demande de recherche complémentaire qui en découlait ne furent pas pris au sérieux par le camp du OUI et notre équipe fut promptement écartée.

1996 à aujourd'hui

Jean Noiseux et le soussigné cherchèrent une méthode mathématique permettant de confirmer en les reproduisant les résultats empiriques obtenus par notre

⁶ Léger et Léger du 20 juin 95 et le CROP du 25 juin 95

collègue dans la distribution des répondants discrets. Il s'agissait d'utiliser des algorithmes statistiques permettant de classifier chacun des répondants en fonction d'une batterie de réponses à d'autres questions. Jean Noiseux utilisa l'analyse discriminante pour tenter d'y parvenir avec quelques succès. Cependant, la méthode était lourde et posait de sérieux problèmes au niveau des postulats mathématiques, la principale difficulté provenant essentiellement du fait que le modèle de classification était difficilement réductible à une fonction linéaire.

Pour trouver une méthode permettant de contourner cette difficulté, le soussigné participa à un séminaire international de formation tenu à l'Université de Montréal en avril 96. Ce séminaire portait sur l'analyse neuronique alors en plein essor.

L'application d'un réseau neuronal à rétropropagation (*Multi Layer Perceptron*) aux données des sondages permit pour la première fois de classifier un à un chacun des répondants discrets avec une marge d'erreur résiduelle significative et de confirmer la distribution empirique obtenue par Pierre Drouilly d'un quart/trois quarts. Nous avons utilisé depuis cette méthode à de nombreuses autres reprises avec une égale fiabilité. Lors du scrutin fédéral de juin 1997, le soussigné collaborant à une [chronique](#) sur Internet ⁷ écrivait le 12 mai 1997:

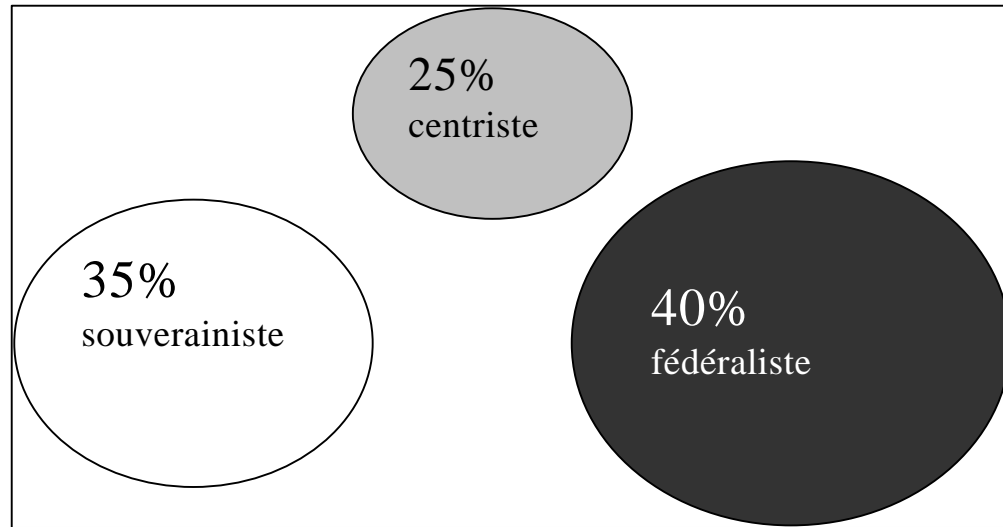
Le réseau neuronique (généralisé par le logiciel Predict de la compagnie Neural-Works Inc.) attribue environ le tiers des intentions de vote des répondants discrets au Bloc québécois. Ce qui, appliqué aux derniers sondages (SOM et Léger et Léger) donne entre 36 et 38 % des intentions de vote pour ce parti. Transposé en termes de sièges, ce résultat se traduit par la perte d'une dizaine de sièges pour le Bloc québécois, passant de 54 élus en 1993 à une projection de 44 députés pour 1997.

Les recherches menées depuis par notre équipe l'ont été aux frais des chercheurs, réalisées avec des moyens plus que modestes.

Les 4,5 et 6 septembre 1997, quatre des membres du GROUPE publiaient dans La Presse un tryptique offrant un condensé des résultats de leurs recherches, intitulé [Entre le lys et l'érable](#).

⁷ Il s'agit des Chroniques de Cybérie de Jean-Pierre Cloutier

Et maintenant...



Graphique7

L'opinion publique, en regard de la question constitutionnelle, peut être décrite comme étant composée de trois ensembles distincts. Deux sont constitués d'éléments « ordonnés » : l'un regroupant environ 35% de l'électorat forme la base du camp souverainiste; l'autre fort d'environ 40% des électeurs compose le camp fédéraliste. Ces deux camps rassemblent des électeurs dont les convictions sont stables et relativement structurées. Ce sont des électeurs qui suivent l'actualité politique comparativement à la troisième composante. Ils ont un sentiment opposé d'appartenance qui les différencie les uns des autres (Québécois/Canadien). Ils forment la base électorale des grands partis politiques québécois, provinciaux et fédéraux. Au fil des enquêtes, leur comportement électoral ou référendaire change peu.

Le troisième ensemble demeure le plus intéressant du point de vue de la modélisation. Dans la théorie des systèmes complexes, on l'appelle le constituant « chaotique » : car, le comportement de ce groupe est difficilement représentable par une fonction linéaire. Ses membres manifestent une grande instabilité d'opinions. Plusieurs caractéristiques des répondants de cette composante ont été identifiées par notre équipe de recherche. De manière générale, on peut dire que ce groupe se différencie des deux précédents par une plus forte marginalisation sociale et économique. Cette marginalisation favorise leur isolement social.

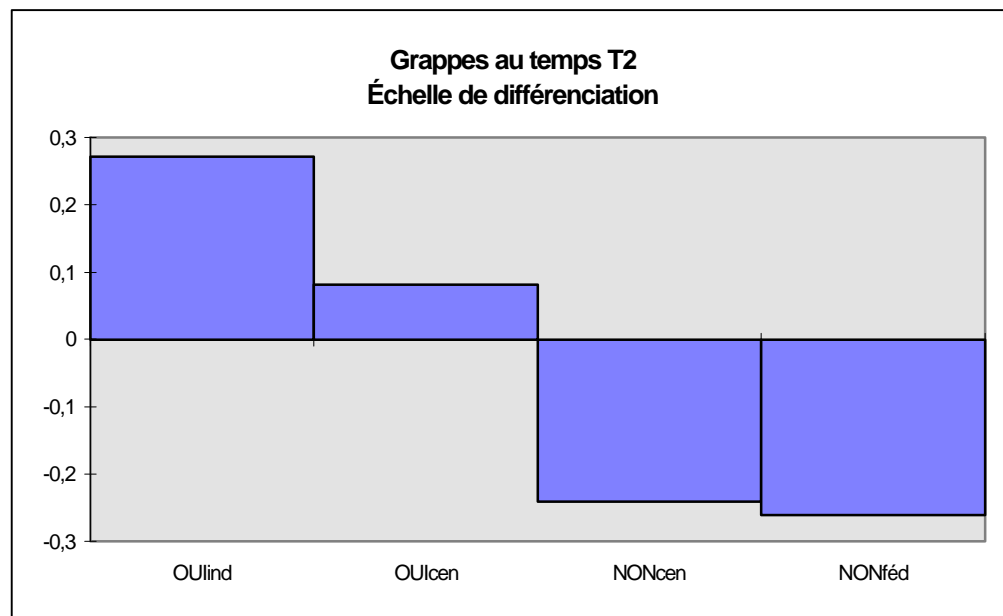
En retour, celui-ci induit une baisse de l'estime de soi, une diminution de la confiance envers leurs propres opinions et une plus grande vulnérabilité aux arguments de peur. Leur intérêt pour l'actualité est très faible. Sur le plan identitaire, ce groupe se divise en deux, selon l'attraction exercée par l'identité québécoise ou canadienne. À lui seul, le comportement aléatoire de cet ensemble explique les fameux mouvements de balancier de l'électorat.

Le sort du prochain référendum repose entre les mains du centre de l'électorat. Le PQ dispose d'une période d'au plus 18 mois qu'il peut mettre à profit pour réunir les fameuses conditions gagnantes. S'il ne va pas de l'avant avec une reprise du dossier constitutionnel, il ne fera qu'affermir la victoire du camp du NON d'octobre 95. S'il devait perdre un troisième référendum, les effets en seraient encore plus pervers. Il y a donc obligation de réussite.

Notre équipe a identifié un certain nombre de caractéristiques psychoculturelles susceptibles d'expliquer le comportement politique de l'électorat centriste. Cependant, nous sommes loin d'avoir répondu à toutes les questions concernant cette strate déterminante. Le comportement politique chaotique de ces électeurs doit être mieux saisi, car ce sont eux qui rendront victorieux l'un ou l'autre camp. Nous devons pousser plus loin notre compréhension de leurs attitudes politiques par l'utilisation d'échelles de mesure reconnues et validées nous permettant d'affiner notre compréhension des causes psychologiques, culturelles ou sociologiques déterminant les conduites politiques des groupes étudiés.

Ainsi, il appert que la perception identitaire est au cœur du clivage constitutionnel. Elle semble déterminer vers quel bassin d'attraction (souverainiste ou fédéraliste) iront les répondants centristes. Elle casse en deux la constellation centrale (2OUI) issue de l'application des quatre estimateurs développés par notre équipe, à peine 45% de cette strate accordant préséance à l'identité québécoise. Nous en avons abordé la complexité dans un rapport rédigé en 1995 et intitulé [*L'Échelle de différenciation Québécois/Canadiens*](#). Malheureusement, nous n'avons jamais eu les moyens nous permettant d'approfondir notre connaissance des déterminants sociologiques, culturels et ethniques liés à cette dimension. Ainsi, on sait que globalement à peine une faible majorité de l'électorat s'identifie comme Québécois (entre 52% et 56 %). Qui plus est, de 25% (printemps 95) à

35% (automne 98) des électeurs parmi les seuls francophones se considèrent au premier chef comme Canadien, adhérant ainsi à cette identité de la même manière que les allophones ou les anglophones. Ce clivage lié au sentiment identitaire entrave sérieusement les espoirs pouvant être entretenus par le camp souverainiste. Quand en partant vous avez un bassin formé de 20% de non-francophones auquel il faut ajouter un autre 20-25% de francophones récusant l'adhésion à l'identité québécoise, il y a comme un problème. Nous savons que les électeurs centristes ayant voté OUI (OUIcen) en 1995 se distinguent de manière significative de ceux qui ont voté NON (NONcen) dans leurs scores à une échelle mesurant les différences perçues entre Québécois et Canadiens comme l'illustre le graphique suivant.



Graphique 8

Le projet souverainiste reposant en bonne partie sur l'identification à la nation, il faut donc en venir à pouvoir quantifier plus précisément la part ainsi que les dimensions qu'occupent les perceptions identitaires au sein de chaque citoyen afin de parvenir à mieux comprendre le rôle joué par ce facteur dans les choix politiques.

Comment réagissent les électeurs centristes aux principes contenus dans la déclaration de Calgary? L'Union sociale, y adhèrent-ils? Comment vibrent-ils à la

reconnaissance du caractère unique? Voterait-il OUI à des référendums sectoriels (ex. communication et culture)? Seraient-il favorables au rapatriement par Québec de tous les impôts actuellement payés à Ottawa? Ce sont toutes des questions pertinentes afin d'établir des scénarios stratégiques, auxquels nous devons pouvoir attacher le positionnement prévu des différentes constellations d'électeurs. Notre modèle doit être à même de prédire les gains et les pertes pouvant être générés par l'une ou l'autre stratégie et ses répliques possibles.

[Pierre-Alain Cotnoir](#)

1 août 1999